

Face à un programme de régression, rassemblons-nous !

Dimanche dernier, François Fillon a remporté la victoire de la droite, présentant un programme qui n'est pas sans soulever de sérieuses interrogations quant à l'avenir de notre pays et de nos territoires.

François Fillon a déjà un bilan. Premier ministre du quinquennat précédent, son action rime avec dégradation des comptes publics, accroissement de la pauvreté et montée du chômage. Et ce n'est encore rien, à côté de la potion que l'ancien locataire de Matignon, incarnation d'une droite dure, ultralibérale sur le plan économique et ultraconservatrice sur le plan moral, se propose d'administrer à notre pays.

Dégressivité de l'indemnisation chômage, report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, privatisation de toute une partie du système de soins et de la Sécurité sociale, ce sont les plus faibles qui seront les premières victimes de cette politique ! Dans le même temps, François Fillon propose l'augmentation de la TVA dès son arrivée au pouvoir, pénalisant les consommateurs les plus modestes, et la suppression de l'impôt sur la fortune. Prendre aux pauvres pour rendre aux riches, tel est son ambitieux programme.



Mais les territoires ne sont pas en reste : le plan d'économies annoncé à hauteur de 100 milliards d'euros sera, pour 20 milliards, assumé par les collectivités. C'est trois fois ce que les collectivités ont apporté durant l'actuel quinquennat pour participer à l'effort collectif de rétablissement des comptes publics, non sans mal. Comment imaginer de telles mesures, sans voir le service public mis à terre, et l'investissement public s'effondrer ? Comment croire que les collectivités territoriales pourront se serrer autant la ceinture alors que les mesures d'économies actuelles peinent à être digérées ? Les fonctionnaires sont particulièrement visés par les annonces du candidat Fil-

lon : 500 000 suppressions de postes en 5 ans. Quand on sait qu'environ 100 000 fonctionnaires (toutes fonctions publiques confondues) partent chaque année à la retraite, il nous est donc proposé tout un quinquennat sans aucun concours, sans aucune embauche. C'est irréaliste. En outre, le candidat de la droite ne précise pas de quelle manière la réduction d'un demi-million d'agents publics affectera les collectivités territoriales qui, rappelons-le au passage, jouissent d'une libre administration inscrite dans la Constitution.

Nous ne pouvons pas rester immobiles face aux dangers qu'engendrerait une victoire du candidat de la droite en mai 2017. Nous devons préserver notre pays et nos territoires car notre conviction est que la France ne peut rester forte si ses territoires s'affaiblissent. Face à ce programme de régression, une impérieuse nécessité : nous rassembler autour du futur candidat socialiste.

**François Rebsamen,
président de la FNESR**